



Numéro d'enregistrement POR : POR: 051-14
Numéro de contrat : B8815-150640/001/CY
Date d'attribution du contrat : 2015-03-25
Date de livraison : 2015-08-11

Groupes de discussion sur les questions touchant les nouveaux arrivants et les immigrants

Rapport sommaire

Préparé par :

Environics Research Group
33 est, rue Bloor, Suite 900
Toronto, ON M4W 3H1

Préparé pour :

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)

This report is also available in English

Pour plus ample informé sur ce rapport :
por-rop@cic.gc.ca

PN8319

Sommaire

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a commandé au Groupe Environics Research une recherche qualitative d'opinion publique chez les nouveaux venus et les immigrants reçus. La recherche était destinée à mesurer les préférences et les besoins des nouveaux venus et des immigrants de plus vieille date au Canada concernant :

- les principales questions auxquelles font face leurs communautés ;
- leur opinion du Canada comme pays d'immigration ;
- l'entrée express ;
- les changements à la Loi sur la citoyenneté annoncés récemment ;
- l'établissement et l'intégration ;
- leurs opinions et attentes du gouvernement fédéral et
- leurs besoins et préférences en communication.

Méthodologie

Environics Research a présidé une série de 14 groupes de discussion avec des immigrants au Canada entre le 11 et le 21 avril 2015. Les séances ont eu lieu à Surrey, Vancouver, Winnipeg, Brampton, Toronto (2 soirs) et Montréal. Les séances de Surrey et de Brampton ont été menées en pendjabi avec des immigrants de l'Asie du Sud. Les deux séances de Vancouver avec des résidents de Richmond ont été menées en mandarin. Deux des séances de Toronto ont été menées en cantonais et les deux séances de Montréal ont été menées en français avec des nouveaux venus du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Quatre séances avec des Philippins à Winnipeg (2) et à Toronto (2) ont été menées en anglais. À chaque endroit, un groupe de discussion a réuni des résidents permanents ou des citoyens canadiens arrivés depuis cinq ans. Le second groupe était composé de résidents et de citoyens qui habitent au Canada depuis cinq à 10 ans. Les 14 séances ont été distribuées comme suit :

Date et heure	Composition du groupe
11 avril, 10 h, HNE	5 ans ou moins au Canada – Toronto, Ontario (Philippins en anglais)
11 avril, 12 h, HNE	5 à 10 ans au Canada – Toronto, Ontario (Philippins en anglais)
11 avril, 14 h, HNE	5 ans ou moins au Canada – Toronto, Ontario (cantonais)
11 avril, 16 h, HNE	5 à 10 ans au Canada – Toronto, Ontario (cantonais)
13 avril, 17 h 30, HNE	5 ans ou moins au Canada – Brampton, Ontario (pendjabi)
13 avril, 19 h 30, HNE	5 à 10 ans au Canada – Brampton, Ontario (pendjabi)
14 avril, 17 h 30, HNP	5 ans ou moins au Canada – Surrey, Col.-Brit. (pendjabi)
14 avril, 19 h 30, HNP	5 à 10 ans au Canada – Surrey, Col.- Brit. (pendjabi)
15 avril, 17 h 30, HNP	5 ans ou moins au Canada – Richmond, Col.-Brit. (mandarin)
15 avril, 19 h 30, HNP	5 à 10 ans au Canada – Richmond, Col.-Brit. (mandarin)
20 avril, 17 h 30, HNE	10 ans ou moins au Canada – Montréal, Québec (Arabes en français)
20 avril, 19 h 30, HNE	10 ans ou moins au Canada – Montréal, Québec (Arabes en

Date et heure	Composition du groupe
	français)
21 avril, 17 h 30, HNC	5 ans ou moins au Canada – Winnipeg, Manitoba (Philippins en anglais)
21 avril, 19 h 30, HNC	5 à 10 ans au Canada – Winnipeg, Manitoba (Philippins en anglais)

Les séances ont duré de 90 à 120 minutes environ et comprenaient 8 à 10 participants (sur 10 recrutés pour chaque groupe).

Déclaration de limites : La recherche qualitative donne un aperçu de l'éventail d'opinions d'une population plutôt que leur poids, que mesurerait une étude quantitative. Les résultats de ce type de recherche doivent être perçus comme étant indicatifs plutôt que projetables.

Coût de la recherche

Le coût de la recherche s'est élevé à 155 958,98 \$ (TVH incluse).

Utilisation des conclusions de la recherche qualitative

En mesurant et en analysant les opinions des nouveaux venus et des immigrants, le gouvernement du Canada obtient un nouvel éclairage sur des pans importants de la politique reliée au mandat du ministère et des services connexes. Les informations glanées au cours de cette recherche d'opinion publique seront partagées à l'intérieur de Citoyenneté et Immigration Canada pour l'aider à dresser ses priorités, élaborer ses politiques et planifier ses programmes et services.

Conclusions générales

On a demandé aux participants d'identifier ce qu'ils croyaient devoir être la priorité actuelle du gouvernement du Canada. Les immigrants plus récents au Canada ont souvent du mal à distinguer les questions du ressort fédéral de celles du ressort provincial ou municipal. Les thèmes le plus fréquemment abordés ont été l'emploi pour les néo-Canadiens, les questions d'immigration et de citoyenneté, les services de santé et les impôts. Il a aussi été question, mais moins fréquemment, de crime et de sécurité nationale, de transport collectif et d'infrastructure, de logement à prix abordable, d'éducation et des conditions de travail des aides familiaux. Dans l'ensemble, on a probablement mentionné l'emploi plus souvent que tout autre sujet.

Lorsqu'on a demandé aux participants d'encercler les mots qu'ils estimaient le mieux décrire l'état de l'économie canadienne, ils ont eu tendance à choisir une grande variété de mots – les uns à connotation négative et d'autres à connotation positive. Les participants n'ont que très rarement qualifié l'économie de « forte », mais plutôt de stable, molle, inégale, en crise, stagnante, faible, tiède et carrément en déclin. D'autres ont choisi des adjectifs positifs comme « stable », « forte », « croissante », « concurrentielle » et « solide » pour décrire l'économie.

Beaucoup de participants ont eu du mal à identifier des menaces à l'ensemble de l'économie parce qu'ils la considéraient d'un point de vue trop personnel. Quelques-uns ont mentionné la chute du prix

du pétrole, la baisse du dollar, les attaques terroristes et le fait de ne pas tirer plein parti des compétences des immigrants récents.

La sensibilisation aux annonces récentes du gouvernement fédéral concernant l'aide aux familles était relativement faible. Dans la plupart des groupes, les gens avec des enfants étaient au courant que la PUGE était augmentée et, dans une moindre mesure, que le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants augmentait. On était aussi vaguement au courant du projet de fractionnement du revenu et ceux qui en avaient entendu parler savaient à peu près de quoi il s'agissait.

Dans la mesure où les gens connaissaient les changements aux programmes de soutien des familles, ils avaient tendance à les approuver. Au-delà, la plupart des participants s'intéressaient nettement à voir comment on pouvait étendre ces politiques à d'autres segments de la population. Par exemple, les participants sans jeune famille songeaient à des programmes pour les aînés et les célibataires.

Les participants ont eu du mal à identifier des questions ou des actions du gouvernement fédéral touchant particulièrement leur communauté. Ils se concentraient davantage sur ce qui devait être fait pour les immigrants en général quelle que soit leur origine. Ils ont mentionné notamment des politiques plus indulgentes et plus favorables au parrainage et à la réunification des familles, de meilleurs programmes d'apprentissage des langues pour les nouveaux immigrants ou des exigences moins sévères de maîtrise de la langue et de meilleurs programmes pour aider les immigrants à faire reconnaître leurs titres de compétences au Canada. On a évoqué moins fréquemment le logement à prix abordable et l'adoucissement de l'obligation de résidence pour la citoyenneté.

Dans l'ensemble, la connaissance de l'entrée express était relativement faible. Certains avaient simplement entendu le nom et supposaient qu'elle accélérerait le processus d'immigration et serait donc une bonne chose. Dans certains groupes, plusieurs ont prétendu être au courant de l'entrée express, mais au lieu de décrire le nouveau système électronique de gestion des demandes de résidence des travailleurs qualifiés, ils ont cité les façons dont ils croyaient que pouvait être accéléré le traitement de certaines demandes.

Lorsqu'on a demandé aux participants d'évoquer spontanément des changements à la Loi sur la citoyenneté, beaucoup ont confondu les politiques de citoyenneté et d'immigration. La question d'immigration la plus notable soulevée alors a eu trait aux exigences « plus sévères » de connaissance de la langue et au fait que l'âge auquel on pouvait en être exempté était passé de 55 à 65 ans.

Les participants ont fait bon accueil à l'accélération des délais de traitement des demandes de citoyenneté, mais s'inquiètent du coût. D'autres souhaiteraient pouvoir payer davantage pour abréger les délais.

La plupart des participants n'étaient pas au courant qu'on pouvait s'engager dans l'armée canadienne sans être citoyen et encore moins qu'on pouvait de ce fait obtenir la citoyenneté plus rapidement. On était peu au courant des nouvelles mesures de révocation de la citoyenneté canadienne des personnes trouvées coupables de terrorisme ou de trahison. Les participants étaient davantage au courant du fait qu'une demande frauduleuse pouvait entraîner la révocation de la citoyenneté.

Seulement quelques participants ont spontanément mentionné la polémique récente à propos de la femme autorisée à porter le niqab à la cérémonie de citoyenneté. Les opinions sur la question étaient partagées. Quelques-uns étaient d'avis que les immigrants devaient adopter les « valeurs canadiennes » et se découvrir le visage pour la prestation du serment. D'autres estimaient que le Canada était une nation hétérogène où devait régner la liberté de religion. Plusieurs souhaitaient une sorte de compromis : une femme musulmane pourrait montrer son visage en privé pour la vérification de son identité et le couvrir en public pour la cérémonie.

Les opinions étaient aussi très partagées sur l'engagement du Canada dans le conflit contre l'EI en Irak et en Syrie. Les uns pensaient que le Canada avait le devoir de prêter main-forte à nos alliés. D'autres estimaient que le Canada était un pays pacifique et risquait de devenir la cible d'attaques terroristes en y prenant part. En général, on était assez peu conscient du rôle du Canada.

La plupart des participants estimaient qu'être « établi et intégré » signifiait d'abord et avant tout d'avoir un emploi stable dans son champ de compétence. Ça voulait dire d'avoir dépassé le stade initial « d'emploi de subsistance ». Quelques-uns ont aussi mentionné comme autre jalon d'intégration le fait d'avoir un chez-soi et d'envoyer ses enfants à l'école.

Le sentiment d'appartenance au Canada a souvent été lié au fait d'avoir des rapports avec d'autres Canadiens, de voir ses enfants interagir avec les enfants d'autres communautés canadiennes, de bénéficier des programmes sociaux canadiens comme l'assurance maladie, l'assurance emploi, le régime de retraite, etc., et aussi de s'intégrer dans le milieu de travail à tous les niveaux. Quelques-uns ont décrit la cérémonie de citoyenneté comme un moment où ils ont senti qu'ils appartenaient.

La plupart ont dit qu'ils s'étaient efforcés d'élargir leur cercle d'amis hors de leur communauté. Il est clair que la langue est là un facteur clé. Des nouveaux venus sont arrivés au Canada parlant déjà couramment le français ou l'anglais et il leur a été naturel de se faire amis avec des gens d'autre origine en milieu de travail ou dans leur quartier ou dans les institutions religieuses. Les nouveaux venus de Chine avaient de plus sérieux problèmes de langue qui les ont empêchés d'interagir avec des gens hors de la communauté chinoise.

Les gens ont mentionné une grande variété de sources d'information. La plupart ont dit qu'ils tiraient leur information des réseaux sociaux et de sources en ligne comme Facebook, Yahoo et Google. On a aussi mentionné une variété de médias locaux conventionnels (télé, radio et journaux) et de médias ethniques.

Si le gouvernement du Canada avait besoin de communiquer avec des gens de l'étranger à propos de nouvelles exigences pour les visiteurs, divers moyens pourraient être considérés – variant selon le pays ciblé. Des participants indiens ont suggéré de passer par les agences de voyage, mais les participants chinois rejetaient cette idée. D'autres ont parlé d'afficher les nouveaux renseignements sur les sites Web des ambassades et de CIC puisque c'est là où on s'adresse pour obtenir des renseignements à jour sur la documentation requise comme les visas. En fait, dans les cas où les visiteurs doivent obtenir un visa, on pensait que tout nouveau renseignement devrait être communiqué lors de la demande de visa.

Déclaration de neutralité politique

À titre de cadre supérieur du Groupe Environics Research, j'atteste par la présente que les livrables sont tout à fait conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du Gouvernement du Canada et la Procédure de gestion de la recherche sur l'opinion publique. En particulier, les livrables ne font aucune référence aux intentions de vote de l'électorat, aux préférences partisans, à la cote de popularité des partis ni à la prestation d'un parti politique ou de son chef.



Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Groupe Environics Research
derek.leebosh@environics.ca
(416) 969-2817

Nom du fournisseur : Groupe Environics Research

Numéro de contrat TPSGC : B8815-150640/001/CY

Date d'attribution du contrat : 2015-03-25

Pour plus ample informé, veuillez communiquer avec CIC à por-rop@cic.gc.ca